Prisons Le projet de centre pénitentiaire à Lutterbach sera « rediscuté »

La garde des sceaux, Christiane Taubira, a annoncé vendredi que le projet de centre pénitentiaire à Lutterbach serait « remis en débat ».

Il y a deux mois, l'affaire semblait entendue. L'Agence publique pour l'immobilier de la justice (Apij) confirmait que le futur centre pénitentiaire du Haut-Rhin, destiné à accueillir les détenus des maisons d'arrêt vétustes de Mulhouse et Colmar ainsi que ceux de la centrale d'Ensisheim, serait construit en périphérie de la commune de Lutterbach (*L'Alsace* du 2 août). Elle envisageait même un début des travaux dès l'année prochaine.

Le futur centre pénitentiaire devrait accueillir les détenus des maisons d'arrêts vétustes de Mulhouse (sur cette photo) et Colmar ainsi que ceux de la centrale d'Ensisheim. Archive Dom Poirier

« Ça ne veut pas dire qu'il ne se fera pas »

La présentation des orientations 2013 du ministère de la Justice, vendredi soir, a nettement nuancé ces propos. Après avoir annoncé une hausse de « *7,8 % de crédits immobiliers pour lancer un programme d'envergure de construction et de réhabilitation qui réponde aux situations de vétusté* » dans les prisons, la garde des sceaux, Christiane Taubira, a énuméré les neuf futurs établissements dont le chantier devrait démarrer en 2013. Et Lutterbach n'en fait pas partie.

« *Il ne figure pas pour l'instant dans les projets annoncés. Ça ne veut pas dire qu'il ne se fera pas, ça veut dire qu'il sera rediscuté* », a précisé hier le porte-parole du ministère. Les modalités de la construction, reposant sur un partenariat public-privé, étant jugées « *particulièrement dispendieuses pour les finances publiques* », elles ont aussi été remises en cause.

À l'image du projet, cette annonce a suscité des interprétations et des réactions contrastées. Le syndicat pénitentiaire FO, qui considérait cet établissement de 732 places comme « *une usine déshumanisante et dangereuse* », a aussitôt indiqué qu'il accueillait la « *suspension* » avec « *un énorme soulagement* ». Une prise de position jugée « *prématurée* » par Jean-Marie Bockel, pour qui la déclaration de Christiane Taubira ne constitue pas un « *coup d'arrêt* » (lire ci-contre).

Le chef de file des opposants au centre pénitentiaire, Rémy Neumann, a pour sa part accueilli la nouvelle avec prudence, et réaffirmé sa volonté « *de se battre jusqu'au bout pour que le projet soit abandonné* » au profit d'une structure « *de taille raisonnable* » et qui n'empiéterait pas sur des surfaces agricoles. « *On ne lâchera rien* », a-t-il répété.

François Torelli

Premières réactions

• **Jean-Marie Bockel, président de la M2A, Communauté d'agglomération de Mulhouse**, « *garde bon espoir* » de voir aboutir le projet de nouvelle prison à Lutterbach. « *Cette annonce ne constitue pas un coup d'arrêt. C'est simplement la concrétisation budgétaire de projets pénitentiaires qui se trouvaient déjà dans une tranche ferme – or Lutterbach, jusqu'ici, a toujours été en tranche conditionnelle, et la décision de le faire passer ou pas en tranche ferme devrait intervenir cet automne seulement. D'ici là, je vais continuer à suivre le dossier, dans une attitude constructive, en lien avec les autres parlementaires haut-rhinois*».

• **Patricia Schillinger, sénatrice socialiste du Haut-Rhin**, renchérit : « *Je vais demander à rencontrer la ministre de la Justice Christiane Taubira. Il est très clair que le Haut-Rhin a besoin d'une nouvelle prison – et si l'on bloque le projet de Lutterbach, il ne se passera rien de neuf dans les dix ans à venir !* »

• **Les élus du groupe «Un nouveau souffle pour Mulhouse»** accueillent avec satisfaction l'abandon du projet de construction d'une «*prison caserne à Lutterbach dont les incidences à la fois sur le plan écologique et humain ont été maintes fois dénoncées. Cette décision s'inscrit pleinement dans la politique d'alternative à l'incarcération engagée par le gouvernement. Ce recul désavoue le principe du partenariat public-privé soutenu par Jean Marie Bockel et le risque de dérives financières qu'il impliquait.*» La prison de Mulhouse étant vétuste et sa localisation inadaptée, ces élus demandent que soient réexaminés d'autres sites d'implantation comme le carreau minier Amélie.